

DÉCISION N° 2017-244J

(abroge la décision n° 2017-164J en date du 1^{er} septembre 2017)

Objet : Décision portant délégation de signature de M. Philippe Courtier, directeur de l'UTC, à M^{me} Cécile Legallais, directrice de l'unité mixte de recherche n° 7338 biomécanique et bioingénierie (BMBI) à compter du 1^{er} janvier 2018.

Le directeur de l'université de technologie de Compiègne,

Vu le code de l'éducation,

Vu le décret n° 89-442 du 28 juin 1989,

Vu l'arrêté du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 12 janvier 2017 portant nomination de M. Philippe Courtier aux fonctions de directeur de l'UTC à compter du 1^{er} février 2017,

Vu l'avis du conseil scientifique en date du 16 septembre 2016,

DÉCIDE

Article 1 : nomination

M^{me} Cécile Legallais est nommée directrice de l'UMR biomécanique et bioingénierie pour un mandat de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2018.

Article 2 : délégation de signature en matière administrative

Délégation est donnée à M^{me} Cécile Legallais à effet de signer les formulaires d'accident du travail des étudiants accueillis temporairement en vertu d'une convention au sein du laboratoire BMBI.

Article 3 : délégation de signature en matière financière

Délégation est donnée à M^{me} Cécile Legallais à effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences :

- les actes relatifs à l'engagement de toutes dépenses du centre financier de niveau 2 « LBM – laboratoire BMBI » dans la limite de 10 000€ HT,
- les certificats administratifs,
- la certification du service fait,
- les ordres de mission et les états de remboursement de frais correspondants, à l'exception des ordres de mission d'une durée supérieure à 5 jours à l'étranger ou concernant les personnalités étrangères invitées à l'UTC qui restent contresignés par le directeur de l'UTC.

Les engagements de dépenses d'investissement en informatique d'un montant supérieur à 800 € doivent être visés par M. Harry Claisse, directeur des systèmes d'information.

Article 4 : responsabilité en matière financière et comptable

Responsabilité est donnée à M^{me} Cécile Legallais en matière de détention, de comptabilité des biens et de mises à jour des inventaires.

Article 5 : étendue de la responsabilité en matière financière et comptable

La responsabilité financière et comptable en matière de détention, de comptabilité des biens et de mises à jour des inventaires consiste à coordonner et mettre en œuvre les dispositions relatives aux immobilisations et à l'inventaire.

Service des affaires générales et juridiques

Aurélie Germonprez

☎ 03-44-23-73-76

✉ aurelie.germonprez@utc.fr

Université de Technologie
de Compiègne

Centre Pierre Guillaumat
BP 60319
Rue du Docteur Schweitzer
60203 Compiègne cedex - France

tél. +33 (03) 44 23 44 23
www.utc.fr

À ce titre :

- ✓ le responsable veille à la mise en œuvre des règles d'établissement sur la gestion budgétaire et comptable ainsi que le suivi des biens comptabilisés pour son département, laboratoire ou service (entrée et sortie des biens) ;
- ✓ le responsable met en œuvre le suivi des inventaires des matériels détenus dans le département, laboratoire ou service ;
- ✓ le responsable désigne au sein de son personnel, un gestionnaire des biens plus particulièrement chargé de corrélérer périodiquement l'inventaire détenu dans son département, laboratoire ou service à partir du système d'information physique figurant sur le portail EN. Il sera le correspondant de la direction des affaires financières pour le suivi des inventaires.

Article 6 : absence ou empêchement

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Cécile Legallais, la délégation de signature et la responsabilité en matière d'inventaire seront exercées par M^{me} Catherine Lacourt.

Article 7 : prise d'effet de la présente décision

Les dispositions de la présente décision prennent effet à compter du 1^{er} janvier 2018 et prendront fin, au plus tard, en même temps que le mandat du délégant ou du délégataire.

Article 8 : affichage de la présente décision

Ces dispositions sont portées à la connaissance des personnels et des usagers par une publication sur le site internet de l'établissement, dans un espace dédié et affichées de manière permanente dans le département.

Article 9 :

La directrice générale des services est chargée de l'exécution de la présente décision.

Le directeur de l'UTC,

Philippe Courtier



Original : service des affaires générales et juridiques
Copies : service/département/direction concerné(e)s
direction des affaires financières
agent comptable
intéressés
rectorat
Diffusion : rubrique « actes réglementaires »